



Communiqué de presse

FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION

 WWW.SUDEDUCATION.ORG

 FEDE@SUDEDUCATION.ORG



Paris, le 06/10/2025

MACRON DOIT CESSER DE MALTRAITER LA DÉMOCRATIE : UNE POLITIQUE ET UN BUDGET DE JUSTICE SOCIALE, MAINTENANT !

Macron paie le prix de ses passages en force et ses dénis de démocratie répétés. Depuis les élections législatives de juillet 2024, il est incapable de nommer un gouvernement suffisamment stable pour mener sa politique anti-sociale. En effet, l'ensemble de la population reste massivement mobilisé, sans faiblir, depuis le grand mouvement social contre la réforme des retraites de 2023, et montre que les revendications de justice sociale et environnementale, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites, sont majoritaires dans le pays. Les grèves et mobilisations massives des 10, 18 septembre et 2 octobre derniers en sont l'expression la plus manifeste.

Si Macron a décidé d'ignorer la démocratie sociale qui s'exprime dans la rue et sur les lieux de travail, il a également décidé de nier les résultats des élections législatives puisqu'il refuse de répondre aux revendications du programme du Nouveau front populaire, arrivé en tête aux élections législatives, en nommant des ministres de partis politiques de droite et en refusant de mettre en place une politique de progrès social.

Les choix autoritaires du Président de la République ont abîmé la démocratie et laissent craindre le pire, c'est-à-dire une nouvelle progression du Rassemblement national. Le RN, premier allié du patronat et des ultra-riches, est toujours en embuscade, prêt à saisir n'importe quelle occasion de se hisser à la tête de l'État pour imposer sa politique contre les travailleurs et les travailleuses, raciste et réactionnaire. Ne laissons pas les dénis de démocratie de Macron dérouler un tapis rouge à l'extrême droite.

Il est primordial que l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui ont la démocratie et le progrès social au cœur, poursuivent leur mobilisation pour leurs revendications et un budget capable de répondre aux urgences sociales et écologiques. Nos revendications sont majoritaires dans la rue et sur les lieux de travail : l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation du Smic, une politique de justice sociale et fiscale, et dans nos secteurs : la création d'un statut de la fonction publique pour les AESH, l'augmentation des salaires, la baisse du nombre d'élèves par classe, la fin de l'austérité dans nos établissements qui détériore nos conditions de travail et notre santé, nuisent à l'accompagnement des élèves et des étudiant·es...

Face à l'instabilité politique et aux jeux de pouvoir entre les macronistes, les Républicains et le Rassemblement national, qui jouent avec l'impératif de présenter un budget dans les semaines à venir : faisons entendre les intérêts de l'ensemble de la population.

Pas d'économies sur nos vies ! Priorité aux services publics !